



Agence nationale de sécurité du médicament
et des produits de santé

RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS B, C ET D DE L'ANSM A SAINT-DENIS (93)



LOT01 – INSTALLATIONS DE CHANTIER
Septembre 2025

idonēis
architectes
ingénieurs

Avant-propos

L'acceptation de la commande implique une adhésion totale de l'entreprise aux diverses clauses de l'ensemble des documents remis concernant cette affaire, tels que les descriptifs de tous les corps d'état, ainsi que les éventuels plans d'aménagement du chantier dont elle reconnaît avoir pris connaissance.

L'entreprise accepte sans réserve l'ensemble des conditions et prescriptions définies dans les "GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT".

Il est rappelé en particulier que les prescriptions du présent CCTP ne sont pas limitatives, l'entrepreneur étant tenu de fournir et d'exécuter toute prestation nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage dont le détail de description aurait pu être omis. De même, dans le cas où il apparaîtrait un manque de conformité dans la rédaction du présent CCTP, il incomberait à l'entrepreneur de le rectifier, étant bien spécifié que le montant de son offre devrait correspondre à des ouvrages totalement conformes aux prescriptions des documents techniques contractuels applicables au présent lot.

En tout état de cause, l'entrepreneur est soumis à une obligation de résultat et non pas à une obligation de moyens. Il lui incombe de prendre toutes les dispositions de son choix pour obtenir les résultats imposés.

Il est rappelé également que l'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte de l'état des lieux et qu'il a fait son affaire des difficultés d'accès éventuelles.

Les travaux doivent être exécutés dans des conditions telles que les ouvrages présentant toutes les qualités de stabilité et de durée soient conformes à l'Art de bâtir.

Notes importantes

Les travaux seront à effectuer dans les contraintes spécifiques suivantes :
sans perturber le fonctionnement du site, restant occupé (nuisances diverses dont sonores, circulation...),
dans le respect du planning établi (notamment travaux pendant les vacances scolaires),
en considération du phasage.

Coordonnées des intervenants**MAÎTRISE DE L'OUVRAGE****ANSM**

143, boulevard Anatole France
93200 SAINT-DENIS

MAÎTRISE D'ŒUVRE**Agences**

Grand-Est – 6-8 rue Saint-Just – 51100 REIMS – 03 26 05 83 90

Grand-Paris – 18 rue Albert Einstein – 77420 CHAMPS SUR MARNE – 01 60 06 04 75

Hauts-de-France – 2 rampe Saint Marcel – 02000 LAON – 03 23 22 61 06

Grand-Lyon – 28 rue Juliette Récamier – 69006 LYON – 04 37 69 99 26

Oise / Ouest – 6 avenue Général de Gaulle – 60300 SENLIS – 03 44 28 90 59

contact@idoneis.fr www.idoneis.fr

SAS au capital de 150 000 € – RCS REIMS 403 616 030 – Ordre des Architectes S03360

**Contact
à privilégier**

X

CONTRÔLE TECHNIQUE**SOCOTEC CONSTRUCTION**

5, place des Frères Montgolfier
78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

COORDINATION SPS

En cours d'attribution

Coordonnées du site**Agence Nationale de la Sécurité du Médicament**

143, Boulevard Anatole France
93200 SAINT-DENIS

Table des matières

1.1 – Base vie.....	4
1.1.1 – Installation de chantier.....	4
1.1.1.1 – PIC.....	4
1.1.1.2 – Base vie (location).....	4
1.1.1.3 – Base vie (amenée et repli).....	5
1.1.1.4 – Raccordement au réseau.....	5
1.1.1.5 – Clôtures de chantier.....	5
1.1.1.6 – Signalisation.....	6
1.1.2 – Panneaux d'informations de chantier (amenée, mise en place, entretien et repliement).....	6
1.1.3 – Constat contradictoire des environnants.....	6
1.2 – Echafaudages.....	7
1.2.1 – Echafaudage.....	7
1.2.1.1 – Amenée et repli d'un échafaudage.....	7
1.2.1.2 – Echafaudage.....	8
1.3 – Moyens de levage – Equipements en toiture.....	10
1.3.1 – Dépose et repose des équipements en toiture.....	10



1.1 - BASE VIE

1.1.1 – INSTALLATION DE CHANTIER

Localisation : Pour toute la durée du chantier selon le PIC et le phasage des travaux

L'entreprise sera responsable de l'installation de chantier sur toute la durée des travaux.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour la protection des ouvrages existants (ouvrages d'art et murs). Les parements seront protégés contre toute salissure et éclaboussure.

L'entreprise devra considérer toutes les contraintes suivantes :

- chantiers à proximité ou mitoyens ;
- présence de réseaux éventuels ;
- horaires de travaux et nuisances acoustiques suivant les prescriptions du Plan Général de Coordination (PGC) et du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Toute dérogation fera l'objet d'une demande écrite ;
- présence d'autres entreprises ou de concessionnaires sur le site : l'entreprise, chargée du présent marché, ne devra pas entraver la bonne marche des travaux des autres chantiers et permettra l'accès ou la traversée du chantier ;
- maintien en parfait état de fonctionnement de l'assainissement des voiries de surfaces provisoires, jusqu'à l'exutoire.

1.1.1.1 – PIC

Lors de la période de préparation du chantier, elle devra soumettre au maître d'œuvre les Projets d'Installation de Chantier (PIC) et devra se conformer aux exigences de ce dernier concernant l'emplacement de ces installations.

Les PIC seront réalisés en concertation avec les autres lots et le coordonnateur SPS.

L'entreprise aura à sa charge le passage d'un huissier avant et après travaux pour établir un constat contradictoire de l'état des lieux du site mis à disposition pour les installations de chantier.

1.1.1.2 – BASE VIE (LOCATION)

Localisation : Implantation suivant plan d'installation de chantier

Installation de chantier comprenant l'amenée et le repli de bungalows combinés (vestiaires, réfectoire, sanitaires) pour la durée des travaux pour l'ensemble des corps d'état.

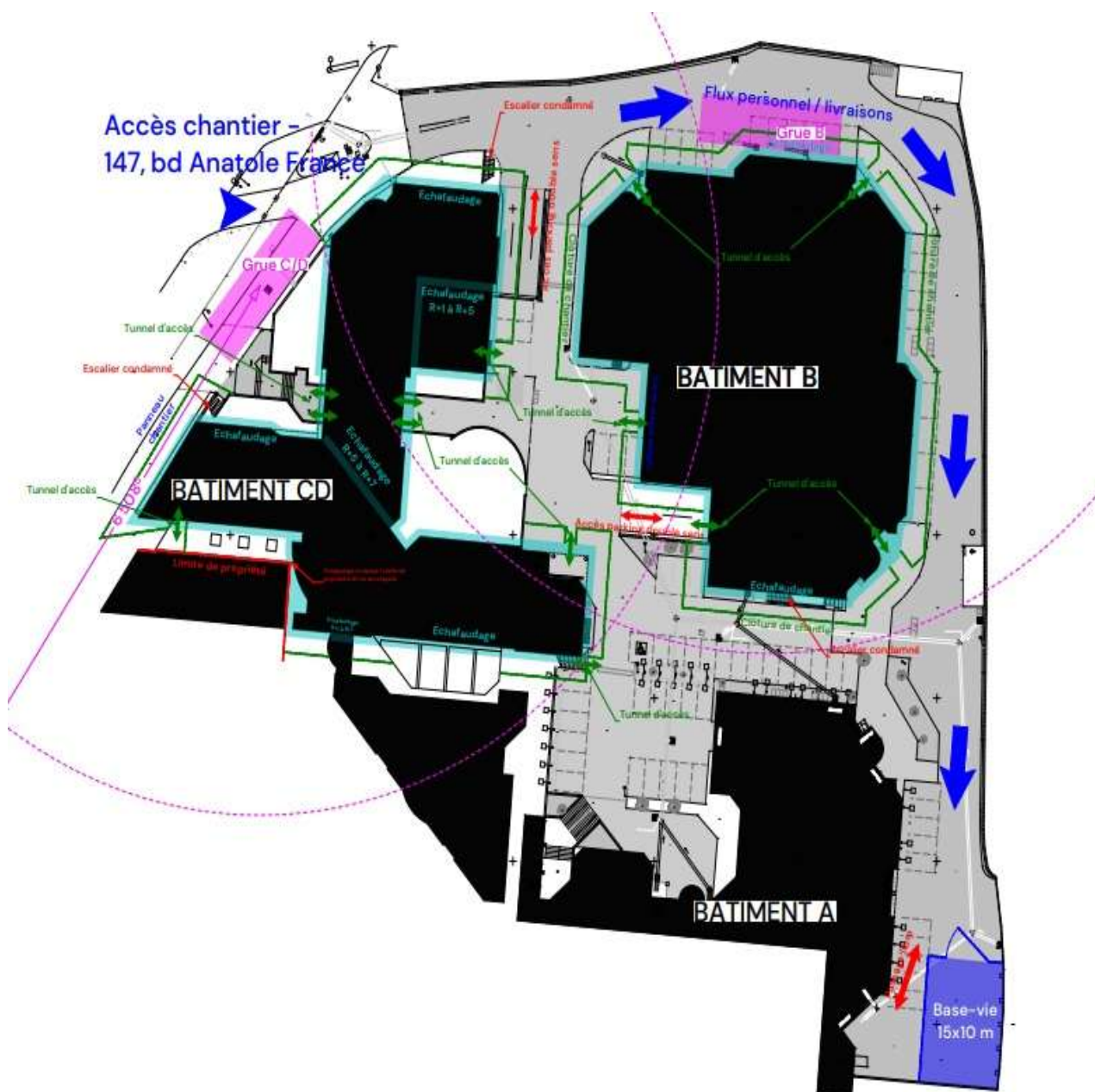
Implantation de l'installation de chantier selon plan.

Présence de tampon EU suivant plan géomètre et relevé sur place.

Prestations comprenant la mise en place de la base-vie, de son raccordement, ainsi qu'un état des lieux avant le démarrage des travaux par un huissier de justice.

L'ensemble base-vie comprendra :

- un bloc réfectoire/salle de réunion pour 20 personnes, avec l'équipement suivant :
 - réfrigérateur,
 - micro-onde,
 - évier avec eau froide et chaude (chauffe-eau électrique),
 - convecteur électrique,
 - points lumineux,
 - tables et chaises.
- deux blocs vestiaires, avec l'équipement suivant :
 - convecteur électrique,
 - points lumineux,
 - 20 casiers fermetures sécurisée au choix (clé, cadenas, code)
- un bloc sanitaire adapté pour 20 personnes de type toilette traditionnelle avec raccordement EU, avec l'équipement suivant :
 - convecteur électrique,
 - points lumineux.



1.1.1.3 – BASE VIE (AMENEE ET REPLI)

Coût fixe d'amenée et replis de la base-vie, permettant de dissocier le coût de localisation qui peut être assujéti à une prolongation.

1.1.1.4 – RACCORDEMENT AU RESEAU

Le maître d'ouvrage ne fournira gratuitement ni énergie, ni eau sous quelle que forme que ce soit pour les besoins du chantier. L'entreprise prendra toutes les mesures utiles pour assurer l'alimentation du chantier en eau et en électricité. Ces prestations seront réputées incluses dans les prix.

L'entrepreneur devra le raccordement de la base-vie au concessionnaire, comprenant :

- raccordements électrique sur un coffret à demander au concessionnaire ;
- raccordement EF sur le réseau concessionnaire ;
- raccordement EU-EV sur le tampon le plus proche.

1.1.1.5 – CLOTURES DE CHANTIER

L'entreprise devra sécuriser l'ensemble de la base-vie, des zones de stockage et les zones des travaux en façades selon le plan de phasage établi. Des clôtures devront également être installés pour condamner certains escaliers suivant les phases de travaux.

L'ensemble se fera par des barrières de type panneau rigide plein pour empêcher la visibilité sur le chantier.

Celles-ci seront parfaitement fixées et contreventées.

Avec un portail et une chaîne à cadenas à code.

La prestation comprend la mise en place, l'entretien et leur évacuation du site.

1.1.1.6 – SIGNALISATION

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment aux dispositions de la 8^{ème} partie « Signalisation temporaire du livre I.

Son entretien devra être particulièrement soigné.

Pour les travaux à réaliser intéressant la circulation publique, la signalisation à l'usage du public devra être conforme aux instructions réglementaires en matière de signalisation provisoire de chantier.

Elle sera réalisée sous le contrôle des services compétents par l'entreprise, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation (panneaux, marquages au sol provisoires, etc.).

Lorsque la déviation de la circulation est nécessaire pour l'exécution des travaux, l'entreprise aura à sa charge la signalisation des itinéraires déviés.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir les entrées et sorties des piétons et leur assurer une voie de cheminement sur toute la zone de chantier.

Elle comprendra notamment la pose de panneaux indicateurs et de signalisation de sécurité, sur les voies existantes, l'entrée et la sortie du chantier, la pose de panneaux schéma indiquant les itinéraires de déviation et l'existence du chantier.

1.1.2 – PANNEAUX D'INFORMATIONS DE CHANTIER (AMENEE, MISE EN PLACE, ENTRETIEN ET REPLIEMENT)

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture et la pose de panneaux signalétiques d'information présentant l'opération et les financeurs (esquisse du bâtiment, intervenants : MOA, MOE, CT, SPS et toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes).

Il comprendra notamment :

- la fourniture du panneau et des supports nécessaires à son installation d'une dimension de 3 m X 2 m ;
- la réalisation des lettres et logos adhésifs sur fond prélaqué ou sérigraphie, après validation écrite auprès du service de communication du maître d'ouvrage lors de la phase de préparation ;
- la pose et le scellement des supports dans des plots forains ;
- la mise en place et leur entretien pendant toute la durée du chantier (compris ajout d'autocollants pour de la sous-traitance ou autre) ;
- la fourniture et la pose éventuelle de dispositifs de protection ;
- le déplacement selon le phasage ;
- la dépose en fin d'opération et la remise en état des lieux.

Le panneau sera imprimé sur support PVC, résistant aux UV et aux intempéries, à la charge de l'entreprise à partir d'une maquette numérique fournie par le maître d'œuvre.

1.1.3 – CONSTAT CONTRADICTOIRE DES ENVIRONNANTS

L'entrepreneur prendra en charge l'ensemble des frais de rédaction d'un constat contradictoire rédigé par un huissier assermenté. L'entreprise devra la convocation de l'ensemble des intervenants : les propriétaires des parcelles et lots limitrophes, le maître d'ouvrage et l'huissier.

1.2 - ECHAFAUDAGES

1.2.1 – ECHAFAUDAGE

Localisation : Selon les plans des façades, façades B1 à B7, façades intérieures et CD1 à CD14

L'entreprise devra la fourniture, le transport sur site, le montage (puis démontage après travaux) et l'utilisation dans les règles de sécurité d'un échafaudage aux capacités suffisantes pour réaliser les travaux suivants :

- travaux de dépose des éléments constituant les façades ;
- le désamiantage des colles amiantées des façades rideaux ;
- le remplacement des éléments constituant les façades rideaux ;
- le remplacements des menuiseries extérieures ;
- réalisation d'un ITE avec enduit de façade

L'échafaudage devra être utilisable par l'ensemble des corps d'état le souhaitant pour toute la durée de l'opération suivant le plan de phasage.

La capacité portante des plateaux et la résistance de la structure devra être prévue en fonction des travaux précités, et au minimum 300 daN/m² (classe 4).

L'échafaudage devra laisser les accès au bâtiment de manière protégée et sûre (compris issues de secours).

A la fin du chantier, ces équipements seront démontés, chargés et évacués.

Quant aux lieux où ces dispositifs ont été utilisés, ils seront nettoyés et remis dans un état identique à celui observé avant le démarrage des travaux, la prestation comprend donc l'ensemble des travaux permettant l'installation de l'échafaudage sur les emprises au sol (protections, plaques de répartition de charge, travaux d'espace vert avant et après la mise en place de l'échafaudage).

1.2.1.1 – AMENEE ET REPLI D'UN ECHAFAUDAGE

Localisation : Selon le plan des façades

Les opérations de montage, démontage et modification des échafaudages seront effectuées :

- par du personnel formé à cette fin et intervenant sous la direction d'une personne compétente ;
- dans les conditions sûres (plan de montage, notice du fabricant, note de calcul) ;
- à partir de constituants en bon état et compatibles entre eux.

Il conviendra d'assurer, après son installation :

- sa stabilité en cours d'utilisation et sa résistance aux contraintes pour lesquelles il est prévu ainsi qu'à celle résultant des conditions atmosphériques ;
- la prévention du risque de chute de hauteur ainsi que des conditions de travail de circulation et d'accès sûrs ;
- la prévention des risques en cours de montage, démontage, transformation au travers des mesures spécifiques pour les personnes chargées de ses opérations à contraintes élevées ainsi que pour les tiers.

Notices de montage, notes de calcul, contrôles réglementaires

Pour les échafaudages de hauteur inférieur ou égale à 24m, il y a lieu d'établir un plan et justifier, par note de calculs, les dispositions prises si celles-ci ne sont pas décrites par le constructeur.

Pour les échafaudages qui dépasseraient une hauteur de 24m (pour les façades notamment côté rez-de-jardin des bâtiments C et D), il y aura lieu d'établir un plan avec note de calcul justifiant toutes les dispositions de stabilité et de résistance de l'ensemble de l'échafaudage.

Les notes de calculs devront être établies par un bureau d'études compétent en la matière.

Dans le cas d'échafaudages ayant le droit d'usage de la marque NF, aucune justification n'est à fournir si les conditions d'utilisation sont inférieures ou égales aux charges conventionnelles des normes sous réserve :

- qu'ils soient montés selon les dispositions standard du fabricant retenu par la marque,
- que les charges d'utilisation soient inférieures ou égales aux charges conventionnelles des normes en vigueur,
- que les appuis soient de résistance suffisante,
- que les ancrages soient en nombre suffisant et de résistance adaptée.

Dans le cas d'utilisation d'éléments ne provenant pas d'un même fabricant (cas des planchers bois ou métalliques ne provenant pas du même fabricant que les éléments de structure), l'employeur doit satisfaire à toutes les obligations figurant dans le décret du

01-09-04 notamment à la note de calcul, aux marquages en matière de charges admissibles (échafaudage et planchers) et aux vérifications réglementaires notamment l'examen de l'état de conservation, d'adéquation et l'examen de montage et d'installation.

Réception des échafaudages avant utilisation et contrôle pendant utilisation :

Un procès-verbal de réception écrit et contradictoire devra être établi au cours d'une visite commune entre le titulaire du présent lot et le ou les utilisateurs (l'ensemble des autres corps d'état du présent marché). Il portera sur la conformité au cahier des charges et aux besoins des utilisateurs, les modifications éventuelles que l'utilisateur pourra être amené à apporter. Il sera établi par le monteur et signé par le monteur et l'utilisateur.

Après réception, il y a lieu d'afficher un panneau fixé sur l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux personnes et aux entreprises non autorisées.

Avant le début des travaux et avant l'utilisation de l'échafaudage, un PV de contrôle sera établi par l'entreprise pour le contrôle de l'échafaudage mis en place. Une copie de ce PV sera transmise au MOE et au CSPS.

Une vérification périodique avec PV sera également demandé pendant les travaux.

Repli des échafaudages :

L'entreprise devra un nettoyage sur emprise et la restitution du sol support à l'identique.

1.2.1.2 – ECHAFAUDAGE**Localisation : Selon le plan des façades**

L'échafaudage mis en place devra permettre le désamiantage, le remplacement du bardage et des murs rideaux, la mise en place de l'ITE sur la totalité des façades traitées et les remplacements des menuiseries extérieures.

Dépose préalable d'équipement existants :

- Dépose des potelets présents au droit des cheminements piéton en pied de façades selon besoins.
Compris repose après dépose de l'échafaudage
- Déplacement provisoire des abris à vélos selon besoins
- Dépose pour repose d'autres ouvrages selon besoins

L'entreprise devra à minima pour les échafaudages de pied mis en place :

- ossatures dimensionnées suivant configuration et destinations en tubes normalisés galvano-zingués ;
- accessoires de liaison, de raidisseurs, stabilisateurs ;
- piètements à vérins vissés et platines d'appui ;
- protection par gainages renforcés en PC rouge ou orange en enveloppe de tubulure de pied ;
- dispositifs de sécurité, garde-corps réglementaires, plinthes ;
- trappes d'accès, chemins d'échelles ;
- sapines d'accès régulières
- plateformes modulaires en bacs acier anti-dérapant ;
- protections de bas de pente pour éviter les risques de chute des salariés, matériels et matériaux ;
- entretiens et révisions de façon régulière pendant toute la durée du chantier ;
- les protections permettant de prévenir les risques de chute des salariés, matériels et matériaux sur l'ensemble de la périphérie du bâtiment (filet).

Ancrage :

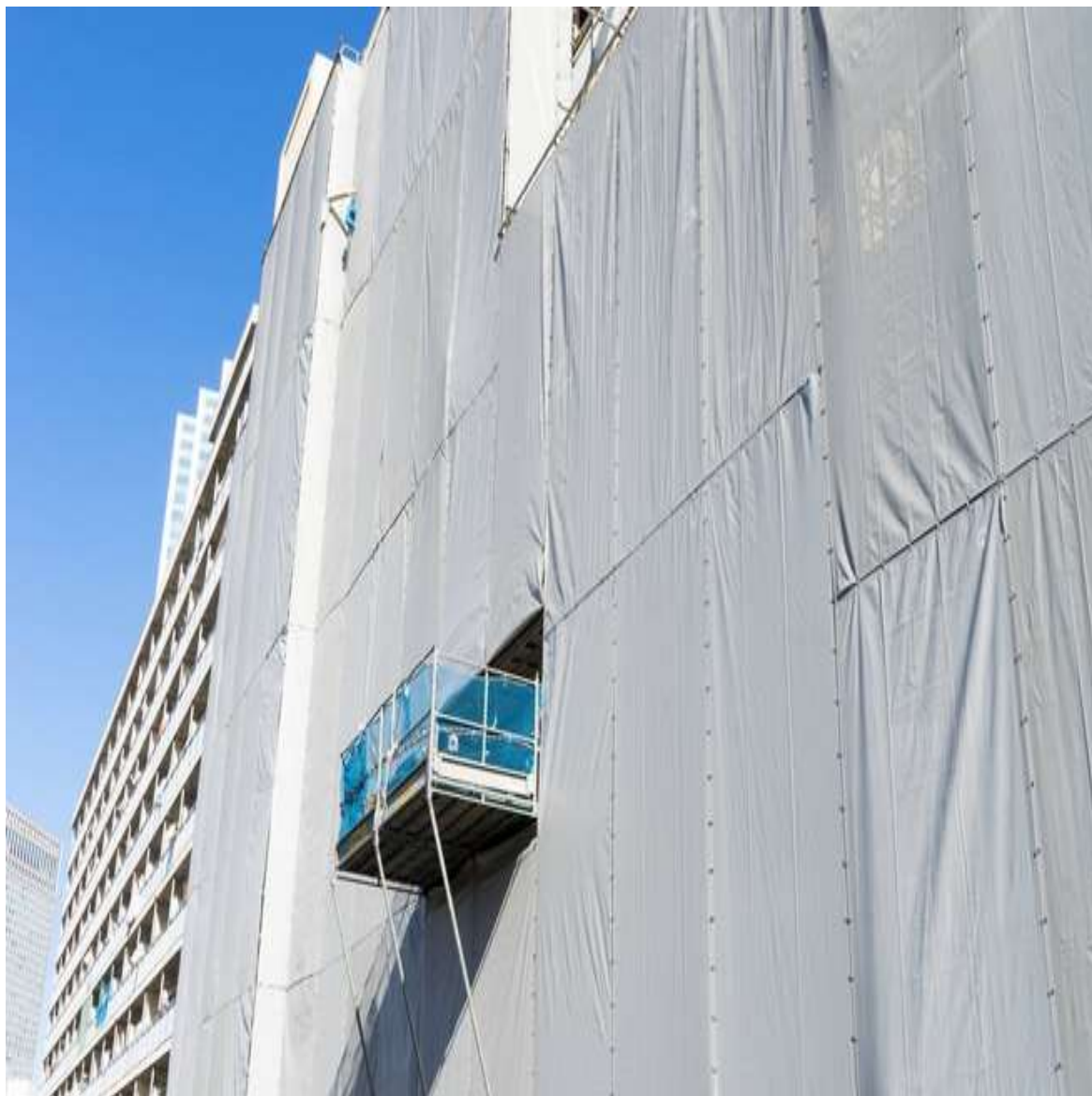
L'entrepreneur devra communiquer une proposition d'amarrage de l'échafaudage sur la structure du bâtiment avec plan de calepinage au lot façades. Le plan de calepinage devra être soumis pour avis au maître d'œuvre.

Accès :

L'entreprise devra maintenir les accès au bâtiment existant avec l'installation des protections et signalisations adéquates.

Filets – bâchage :

L'ensemble de l'échafaudage sera équipé de bâches étanches pour prévenir tout risque de chute de matériaux et matériels en pied d'échafaudages mais aussi pour préserver l'intérieur des locaux qui seront ouverts à l'air libre après la dépose des façades vitrées. Des cloisons venant contre les façades, il est impératif d'avoir un bâchage qui protège des intempéries.



1.3 - MOYENS DE LEVAGE - EQUIPEMENTS EN TOITURE

1.3.1 – DEPOSE ET REPOSE DES EQUIPEMENTS EN TOITURE

Localisation : Dépose et repose des équipements des couvertures des bâtiments B et CD selon le plan de phasage
Moyen de levage et de manutention

L'entreprise devra la dépose des équipements en couverture sur une aire de stockage au sol définie avec la maîtrise d'œuvre selon la phase de travaux. Plusieurs interventions sont à prévoir, selon le planning joint au DCE (phasage toiture par toiture).

L'entreprise devra prévoir les camions- grues nécessaire pour réaliser ces travaux de dépose et repose.

La prestation comprend :

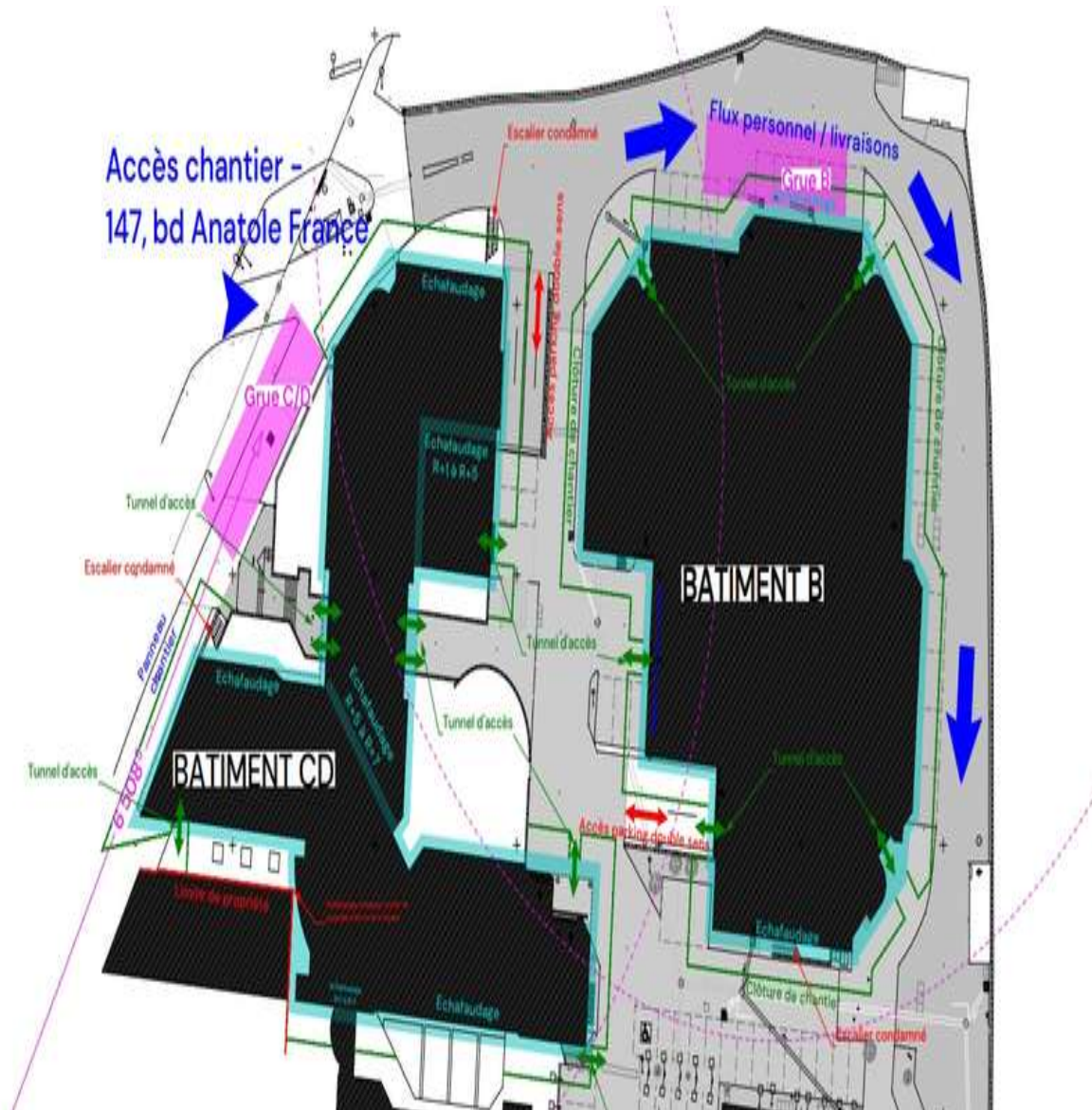
- L'amenée du moyen de levage sur site avec étude de faisabilité en fonction des équipements présents en toiture (équipements CVC, climatisation, gaines de ventilation, chemin de câbles,...) ;
- La sécurisation du moyen de levage ;
- Levage des équipements en couverture et stockage au sol selon le phasage des travaux ;
- Levage des équipements en couverture pour mise en place définitif après **réfection de la couverture pour chaque couverture selon plan (les couvertures seront reprises en quatre phases distinctes)** ;
- La coordination nécessaire avec le lot CVC lors de la remise en place des équipements en couverture ;
- Le repliement du moyen de levage ;
- La remise en état de la zone utilisé lors du levage si nécessaire.

L'entreprise devra évaluer le type de grue à prévoir lors de la visite effectuée en cours d'appel d'offres (voir type de grue envisagée sur la photo ci-dessous) :



En cas de détérioration d'un équipement ou autre matériau lors des opérations de levage, l'entreprise aura à prendre en charge les réparations ou remplacements nécessaires.

Exemple de plan d'implantation des grues :



Relevé photographique des équipements présents en toiture terrasse :

Toiture R+4 Bâtiments C-D









Toiture R+6 Bâtiments C-D :







Toiture bâtiment B :





